



Vers un « fichier » positif des crédits aux particuliers

Lors de la clôture de la Conférence nationale contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui s'est tenue à Paris les 10 et 11 décembre 2012, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault a présenté les principales mesures du plan pluriannuel contre la pauvreté parmi lesquelles : la revalorisation de 10 % d'ici à 2017 du RSA en plus de l'indexation sur l'inflation annuelle pour le ramener progressivement à son niveau d'origine, soit 50 % du SMIC ainsi que la création d'un « Fichier positif » des crédits aux particuliers. Ce Fichier sera inclus dans le projet de loi sur la consommation qui sera soumis au Parlement au printemps. Il recensera l'ensemble des crédits aux particuliers et les établissements de crédit auront l'obligation de le consulter avant l'octroi d'un nouveau crédit afin de lutter contre le surendettement en évitant d'accorder des crédits supplémentaires aux personnes fragiles.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – Union économique et bancaire

Au cours du Conseil européen du 13 décembre 2012, les ministres des finances ont finalisé l'accord sur la supervision bancaire européenne relatif au mécanisme européen de résolution des crises bancaires et la garantie commune des dépôts qui entreront en vigueur respectivement fin 2013 et début 2014. S'agissant de la supervision bancaire, il a été convenu qu'une large partie du secteur bancaire de la zone euro restera sous le contrôle des autorités nationales et que 150 à 200 établissements passeront sous le contrôle direct de la BCE, en fonction de leur taille et de leur poids dans l'économie nationale.

2 – BCE

Lors de sa réunion du 10 janvier 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation ont diminué au cours de ces derniers mois comme prévu, et devraient rester en deçà de 2 % cette année. (...). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger sur 2013. (...). Une reprise progressive devrait s'amorcer plus tard en 2013. (...). Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques chaque fois qu'il y a lieu. (...) Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale en vue d'une reprise du processus d'intégration du système bancaire ».

M. Draghi a présenté le même jour, lors de l'inauguration de l'exposition « Le nouveau visage de l'euro », le billet de 5 euros de la série « Europe » qui sera mise en circulation à partir du 2 mai 2013, le dossier de presse est disponible sur le site www.iedom.fr.

Comité national SEPA

Lors de sa réunion du 14 décembre 2012, le Comité national SEPA a appelé l'ensemble des parties prenantes à intensifier leurs actions afin de respecter la date butoir du 1^{er} février 2014 pour la fin de la migration au virement et au prélèvement européens SEPA.

Bâle III

Le Comité de Bâle a annoncé le 14 décembre 2012 que onze juridictions membres respecteront le calendrier de mise en œuvre de Bâle III au 1^{er} janvier 2013. Sept autres juridictions, dont les Etats-Unis et l'Union européenne, se sont engagées à finaliser leur réglementation intérieure dans les meilleurs délais. Le 7 janvier 2013, le Comité de Bâle a publié la version révisée du Ratio de liquidité à court terme adoptée par le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire (GHOS). L'entrée en vigueur de ce ratio s'échelonne entre le 1^{er} janvier 2015 et le 1^{er} janvier 2019.

Les communiqués de presse sont disponibles sur : http://www.bis.org/press/p121214a_fr.pdf et http://www.bis.org/press/p130107_fr.pdf

Actualité législative

1 - La loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement et la loi organique n° 2012-1557 du 31 décembre 2012 relative à la nomination du directeur général de la société anonyme BPI-Groupe ont été publiées au JORF du 1^{er} janvier 2013.

2 - Le décret n° 2012-1459 du 26 décembre 2012 relatif aux accords annuels de modération de prix de produits de grande consommation en outre-mer a été publié au JORF du 27 décembre 2012.

3 - Le décret n° 2012-1445 du 24 décembre 2012 portant relèvement de 25 % du plafond du livret A à 22 950 euros au 1^{er} janvier 2013 a été publié au JORF du 26 décembre 2012.

4 - Le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires a été présenté en Conseil des ministres du 19 décembre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale.

Microcrédit

La Banque de France a organisé le 12 décembre 2012 un colloque sur « le microcrédit accompagné ». Les discussions ont porté sur : le microcrédit accompagné (nature, performance, régulation), le rôle du microcrédit accompagné dans la prévention du surendettement, les liens du microcrédit accompagné avec l'accessibilité bancaire. Le discours d'introduction du Gouverneur de la Banque de France est disponible sur : http://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/discours-CN-12-12-12.pdf

Nomination

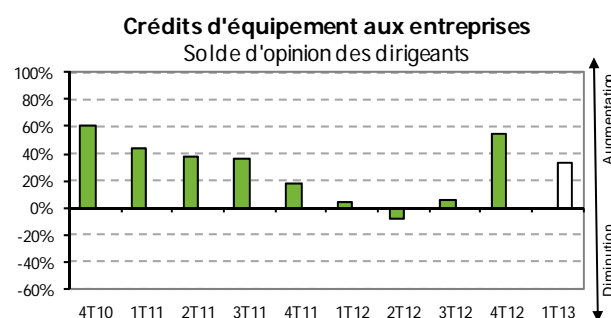
Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale déléguée, a été nommée Médiatrice nationale du crédit, en remplacement de Gérard Rameix.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Enquête de conjoncture bancaire et financière au 4^{ème} trimestre 2012

Les dirigeants des établissements de crédit ayant répondu en décembre dernier à l'enquête de conjoncture bancaire et financière de l'IEDOM anticipent un bilan du quatrième trimestre 2012 contrasté, caractérisé par une dégradation sensible de la conjoncture économique et sociale. La collecte des dépôts et l'activité de crédit aux entreprises seraient sensiblement mieux orientées qu'au trimestre précédent. A contrario, le financement de l'habitat et de la consommation des particuliers progresserait de manière moins dynamique.

Dans ce contexte, le produit net bancaire de l'exercice 2012 resterait stable. En revanche, le résultat net de la place bancaire locale s'inscrirait en forte baisse, en raison d'une nouvelle dégradation du coût du risque. Les dirigeants des banques locales anticipent une nouvelle dégradation de leurs indicateurs en début d'année 2013, sous l'effet d'un moindre dynamisme de l'activité et d'un fort repli des commissions perçues.

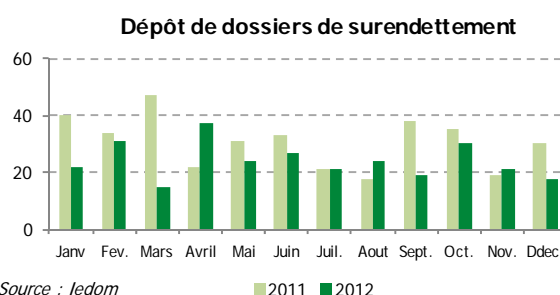


Source : Enquête de conjoncture financière de l'iedom

Baisse des dépôts de dossiers de surendettement en 2012

Dans le cadre de ses missions de service public, l'IEDOM assure en Guadeloupe le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers. Fin décembre, 18 dossiers ont été déposés auprès de la commission de surendettement, ce qui porte à 69 le nombre de dossiers déposés au 4^{ème} trimestre 2012, soit une hausse de 7,8 % par rapport au trimestre précédent et une baisse de 17,9 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2011.

En 2012, 289 dossiers ont été déposés au total, ce qui représente une baisse de 21,5 % par rapport au total de l'année 2011.



Source : Iedom

Moindre recours à la médiation du crédit aux entreprises en 2012

La médiation du crédit a été mise en place en novembre 2008, au niveau national comme en Guadeloupe. Depuis l'entrée en vigueur du dispositif et la fin décembre 2012, 157 entreprises ont saisi le médiateur en Guadeloupe, 19 de Saint-Martin et 2 de Saint-Barthélemy. Parmi ces dossiers, 120 ont été instruits et clôturés en médiation, avec un taux de succès de 38,3 %. Le dispositif a permis de débloquer 16,7 millions € de crédit et de préserver ainsi 1 628 emplois. Les demandes de médiation ont dans 99 % des cas été formulées par des TPE ou des PME de moins de 50 salariés et concernent principalement le secteur tertiaire. En 2012, 9 dossiers ont été déclarés éligibles à la médiation du crédit contre 16 en 2011.

Pour saisir le médiateur du crédit aux entreprises, il existe un site unique : <http://www.mediateurducredit.fr/>

Population légale de Guadeloupe et des Iles du Nord au 1^{er} janvier 2010

Selon les résultats du recensement publiés par l'INSEE, 403 355 personnes habitent en Guadeloupe au 1^{er} janvier 2010. Ce chiffre place l'île légèrement devant la Martinique et ses 394 173 habitants mais loin devant la Guyane qui n'en compte que 229 040. Depuis 1999, année du dernier recensement général de la population, la population guadeloupéenne a augmenté de 16 789 habitants. Cette hausse correspond à une augmentation annuelle moyenne de 0,4 % par an, inférieure à celle observée en métropole (0,7 %) sur la même période.

Les populations de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ont considérablement augmenté depuis 1999 (+ 30,4 % et + 27,2 %). En terme d'évolution annuelle moyenne, les taux observés à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin de 1999 à 2006 ont été bien plus soutenus que de 2006 à 2010 (respectivement + 2,7 % et + 2,8 % contre + 2 % et + 1,2 %).

L'étude est disponible sur le site de l'INSEE : <http://www.insee.fr>

Publication de l'enquête sur l'innovation aux Antilles

L'INSEE a publié les résultats de son enquête sur l'innovation aux Antilles. Entre 2008 et 2010, près de la moitié (49 %) des entreprises antillaises de 10 à 250 salariés ont innové, soit un niveau comparable à celui de métropole. Les entreprises antillaises innovent davantage en organisation car le secteur d'activité et la taille de l'entreprise sont peu favorables à l'innovation technologique. Les secteurs d'activité les plus innovants sont les services intellectuels en Guadeloupe (59 %) et l'industrie manufacturière en Martinique (53 %). Dans le secteur de la construction la moitié des entreprises antillaises sont innovantes, un chiffre plus important qu'en métropole (39 %).

L'étude est disponible sur le site de l'INSEE : <http://www.insee.fr>.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Renouvellement de la convention export du ministère des Outre-mer

Le 3 décembre, le ministère de l'Outre-mer a renouvelé pour un an sa convention avec l'agence française Ubifrance afin de développer l'exportation des entreprises des DOM et de Saint-Pierre et Miquelon. Depuis la création de ce dispositif en 2009, 400 entreprises ont été accompagnées, quatorze VIE (Volontaires Internationaux des Entreprises) ont intégré des établissements ultramarins implantés à l'étranger, 46 journées de formation ont été organisées dans les DOM, et 3 « journées-phare export » se sont tenues en Martinique, Guyane et Réunion. Fort de ce bilan, le partenariat a été reconduit avec comme nouveaux objectifs de donner la priorité aux PME, de renforcer le dispositif VIE et de privilégier les exportations régionales.

Bilan des conférences économiques et sociales Outre-mer

Le gouvernement a restitué le 10 décembre les conférences économiques et sociales des Outre-mer 2012. Parmi les différentes annonces, les dispositifs de soutien à l'activité ont fait l'objet de deux mesures. Le RSTA (revenu supplémentaire temporaire d'activité) est prolongé jusqu'au 31 mai 2013 en prévision du basculement vers le RSA (revenu de solidarité active). Le dispositif d'exonération de charges sur les bonus versés par les employeurs aux salariés est également reconduit pour un an. En outre, ont été évoqués : le renforcement de la cohérence des dispositifs Outre-mer à travers la réforme nationale du financement de l'économie et la loi d'avenir de l'agriculture, la structuration des filières économiques porteuses, l'accompagnement des TPE et la modernisation du dialogue social.

Accès aux financements bancaires des créateurs et entreprises des DFA

Dans le cadre de l'URAG (Union régionale de concertation et d'initiative des Antilles et de la Guyane), réunissant par voie conventionnelle les trois Régions des DFA, une table ronde sur le thème de l'accès aux financements bancaires des créateurs et entreprises des DFA s'est tenue le 7 décembre au Gosier. Organisée cette année par la Région Guadeloupe, avec l'agence régionale de développement Guadeloupe Expansion, cette rencontre réunissait les collectivités locales des trois DFA, les organisations socioprofessionnelles de l'île, des établissements financiers de la place, l'AFD, l'IEDOM, la Caisse des dépôts et consignations et les trois chambres consulaires de Guadeloupe. Ces établissements, à l'issue des travaux, se sont engagés à accompagner notamment par des offres communes le développement des trois RUP et à participer au renforcement des structures financières particulièrement des TPE.

Le ministre de la ville au cœur de la rénovation urbaine

François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'Égalité des territoires et du Logement et en charge de la Ville, a effectué le 21 décembre une visite de deux jours en Guadeloupe. Ce déplacement ministériel, consacré à des visites de terrain aux Abymes et à Pointe-à-Pitre et à une réunion avec les services de l'État en charge de la politique de la ville, a été l'occasion de faire un bilan des premières réalisations de la Rupap (Rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre) et de la Ruzab (Rénovation urbaine des Abymes) et de préparer la suite de ces programmes de rénovation.

Lancement de la construction du parc d'activité Guadeloupe Pôle Caraïbes

La première tranche des travaux d'un futur parc d'activités à l'entrée de l'aéroport pôle Caraïbes a été lancée le 26 décembre 2012. La seconde tranche devrait débuter en juillet 2013, pour une ouverture de l'équipement au public en fin d'année 2014. Cet investissement de 29 millions € abritera 9 000 m² de bureaux, commerces et services, un pôle restauration, un pôle médical et paramédical ainsi que deux hôtels d'affaires. Pour la Chambre de Commerce et d'Industrie des Îles de Guadeloupe, ce parc est une alternative à la zone industrielle de Jarry tout en complétant la zone d'activité de Dothémare Abymes.

Encadrement tarifaire de la terminaison d'appel vocal mobile Outre-mer

Les opérateurs mobiles ultramarins attendaient la décision de l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) en matière d'encadrement des tarifs de terminaison d'appel vocal mobile pour l'année 2013. Le 3 décembre, l'Autorité a retenu un plafond unique de 1 centime d'euro par minute. Cette régulation devrait induire une baisse progressive des tarifs du marché de gros, favoriser la diversité de l'offre sur le marché de détail et notamment l'inclusion dans les forfaits métropolitains des appels et des SMS vers les mobiles ultramarins. Pour la terminaison d'appel SMS, un plafond tarifaire identique à celui de la métropole (1 centime d'euro par SMS) et applicable au 1^{er} janvier 2013 avait été fixé depuis juillet 2010.

Structuration du secteur des services à la personne

Le secteur des services à la personne regroupe dans l'archipel 200 structures assistant des personnes dans leurs activités quotidiennes, et emploie environ 3 000 salariés. L'assemblée générale constitutive de l'UROSAP Gua (Union régionale des organismes de services à la personne en Guadeloupe), qui s'est tenue le 20 décembre au World Trade Center de Baie-Mahault, a élu Monsieur Lucien Mériel président. Créée sous l'égide du comité régional de coordination des services à la personne, cette union a pour objectif d'accompagner la structuration du secteur, d'œuvrer pour la qualité de service et de favoriser la professionnalisation des salariés.

ACTUALITE REGIONALE

Conférence annuelle de coopération régionale en Guyane

La Conférence annuelle de coopération régionale s'est tenue le 20 décembre à Cayenne. Sous l'égide des ministères des Outre-mer et des Affaires Etrangères, se sont réunis des acteurs publics, privés, nationaux et locaux de l'insertion régionale, représentant la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Saint-Barthélemy et Saint-Martin. L'adhésion des DFA aux organisations de la Caraïbe, la coopération en matière de sécurité et les programmes européens de coopération territoriale ont été au centre des débats. À travers cette rencontre, les collectivités bénéficient d'une assistance dans l'exercice de leurs compétences en matière de coopération internationale. De plus, elles veillent à la cohérence entre leurs initiatives en matière de coopération régionale et les orientations de la politique étrangère de la France.

Vers un équilibre financier pour la COM de Saint-Martin

Le Conseil territorial de Saint-Martin s'est réuni le 6 décembre afin de décider de mesures pour rééquilibrer le budget de la COM. Il s'est prononcé favorablement sur le protocole d'accord Etat-Collectivité qui comporte l'octroi par l'Etat d'une avance de 18 millions d'euros remboursable sur 6 ans et l'octroi par l'AFD d'un prêt de 25 millions d'euros (15 millions en 2012, 5 millions en 2013 et 5 millions en 2014) remboursable sur 15 ans. En contrepartie, afin de présenter toutes les garanties financières, il a voté le relèvement de la TGCA (taxe générale sur le chiffre d'affaires) à 4 % pour les professions de services et une majoration exceptionnelle de 100 € pour tous les foyers fiscaux. Les socioprofessionnels s'inquiètent de l'application de ces mesures fiscales dans un contexte économique qu'ils considèrent fragile.

Relance de l'industrie minière en Haïti

Pour la première fois depuis 1976, le gouvernement haïtien a accordé deux permis d'exploitation minière à la société Minière du Nord Est SA. Le permis Douvray couvre sur 25 km² une zone riche en cuivre. Le permis Faille B, sur 20 km², intègre notamment une veine de prospection aurifère. Ces permis sont valables 5 ans et renouvelables jusqu'au début de l'exploitation commerciale des mines, période au cours de laquelle le permis se substitue à une concession minière valable 25 ans. La production d'or devrait nécessiter un investissement de 75 millions de dollars US.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Novembre 2012		128,4 126,4	0,4 % -0,2 %	2,5 % 1,4 %
Chômage (Source : DIECCTE)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)		Novembre 2012		59 690	1,1 %	5,1 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en M€)		Octobre 2012		15,3	-	-
			Cumul à fin octobre		167,6	-	-17,2 %
	Importations - (en M€)		Octobre 2012		246,5	-	-
			Cumul à fin octobre		2 192,3	-	-0,8 %
Créations d'entreprises (Source : INSEE)	Nombre d'entreprises créées		Novembre 2012		447	-	-10,1 %
			Cumul à fin Octobre		4 656	-	5,0 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages (Source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaire		Décembre 2012		20 918	0,3 %	-1,4 %
	Retraits de cartes bancaires		Cumul à fin décembre		5 358	-	2,3 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés		Cumul à fin décembre		289	-	-21,5 %
Entreprises (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet	- Montant en milliers €	Décembre 2012		1 314	-	-
			Cumul à fin décembre		29 015	-	76,8 %
		- Nombre	Décembre 2012		94	-	-
			Cumul à fin décembre		1 496	-	0,4 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers aéroportuaires - (entrées + sorties)		Novembre 2012		130 774	-	-1,1 %
			Cumul à fin Novembre		1 759 149	-	-0,1 %
Trafic maritime (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Novembre 2012		260 014	-	0,2 %
	Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties)				63 931	-	6,2 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Novembre 2012		1 776	13,4 %	-4,2 %
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Décembre 2012		17 778	-24,6 %	-5,8 %
			Cumul à fin Décembre		248 700	-	7,1 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

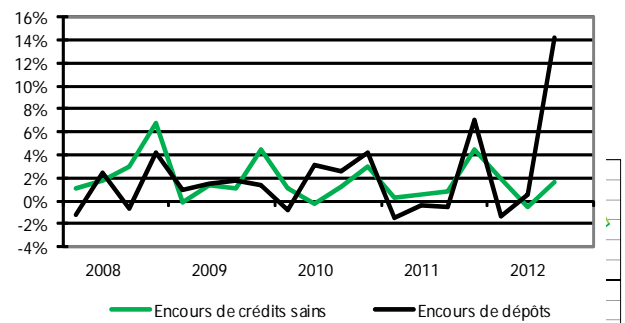
Publication : Bulletin de conjoncture financière et bancaire

L'activité des établissements de crédit progresse sensiblement au 3^e trimestre. La collecte augmente de 14,2 % par rapport au trimestre précédent en raison d'une opération contribuant sensiblement à la hausse de l'encours des actions. Après une baisse de 0,5 % au trimestre précédent, l'activité de financement est bien orientée avec un encours de crédits sains en progression de 1,6 %.

Les comportements financiers des agents économiques de Guyane font ressortir sur le 3^e trimestre 2012 :

- une reprise du financement des entreprises ;
- une dégradation des indices de vulnérabilité pour les entreprises ;
- une hausse du montant d'actions détenues, entraînant l'augmentation de l'encours des dépôts.

Evolution en glissement trimestriel



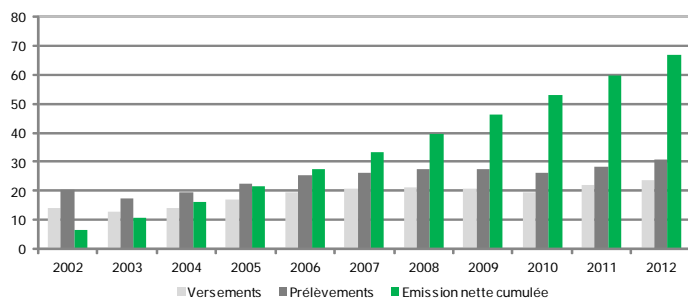
Source : IEDOM, données SURFI

Retrouvez l'ensemble du bulletin sur le site de l'iedom : www.iedom.fr/Guyane

Emission monétaire

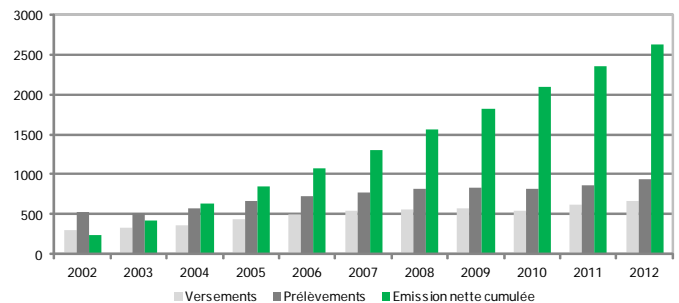
L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les billets qui ont cours légal dans la zone euro. Au 31 décembre 2012, le cumul des émissions nettes¹ de billets atteint 2,63 milliards €, correspondant à un volume de 67 millions de coupures. L'émission nette cumulée, soutenue, stabilise néanmoins sa progression sur un an à 11,9 % en volume, et 12,3 % en valeur, contre un taux de croissance annuel moyen de 29,38 % en valeur depuis l'introduction de l'euro en 2002.

Evolution de l'émission nette de billets en volume (en millions de coupures)



Source : IEDOM

Evolution de l'émission nette de billets en valeur (en millions d'€)



Les émissions nettes de billets concernent principalement les coupures de 20 € et de 50 € (respectivement 46,4 % et 22,5 % des billets en circulation dans le département). En volume, la part de la coupure de 50 € augmente de 1,4 point, et celle de la coupure de 10 € de 0,2 point sur un an alors que la part des autres coupures diminue légèrement. Le mode de fonctionnement des distributeurs automatiques de billets du département, chargés majoritairement en coupures de 20 € et 50 €, peut expliquer la part prépondérante de ces billets dans le département.

Sur l'année 2012, 31 millions de billets euros ont été mis en circulation (prélèvements), soit 9,1 % de plus qu'en 2011. En parallèle, 23,6 millions de billets ont été retirés du circuit (versements), soit une hausse de 8,1 % sur un an. L'émission nette de l'exercice 2012, composée essentiellement de coupures de 20 € (37,8 %) et de 50 € (34,1 %), reste soutenue pour atteindre 280 millions d'euros en valeur pour un volume de 7,3 millions de coupures. Les coupures de thésaurisation (100, 200 et 500 €) représentent 11,5 % des émissions nettes en volume de l'année contre 13,1 % en 2011. Ainsi, la valeur moyenne du billet en circulation en Guyane diminue légèrement à 39,25 € à fin 2012 contre 39,39 € l'année précédente.

En 2012, alors que les coupures de transactions (50 €, 20 € et 10 €) ont un taux de retour² important (76 % en moyenne), les taux de reversement des coupures de 500 € (14,7 % en 2012 contre 13,2 % en 2011) et 200 € (24,5 % en 2012 contre 8,8 % en 2011), malgré une nette progression sur un an, demeurent très faibles comparés aux taux observés aux Antilles (bien au dessus de 50%). Ce phénomène, propre à la Guyane, donne une indication sur l'importance de l'évasion monétaire, notamment en direction des pays frontaliers (Brésil et Suriname), et de l'économie informelle dans le département.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Carburants

L'arrêté préfectoral n° 2043 du 28 décembre 2012 fixe, à compter du 1^{er} janvier 2013, le prix de vente au détail des carburants à 1,71 € / litre pour l'essence (+1 centime) et 1,58 € / litre pour le gazole (-5 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 24,72 €, contre 24,30 € en décembre, soit une augmentation de 42 centimes.

¹ Les émissions nettes sont la différence entre les billets (ou pièces) émis(es) par l'IEDOM (prélèvements) et les billets (ou pièces) retirés (ées) de la circulation (versements). L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré alimentation comprise.

² Le taux de retour (ou de reversement) est le rapport entre le nombre de billets ou de pièces versés aux guichets et le nombre de billets ou de pièces prélevés.

Prix à la consommation

En novembre 2012, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse de 0,1 % sur le mois. La hausse des prix de l'alimentation (+0,3 %) et des services (+0,2 %) n'a été que partiellement compensée par la baisse des prix des produits manufacturés (-0,1 %), et de l'énergie (-0,7 %). En glissement annuel, l'indice des prix progresse de 1,4 %, tiré principalement par les variations des prix sur les postes de l'alimentation (+ 2,8 %), des services (+ 1,0 %), et de l'énergie (+ 4,3 %). L'inflation est ainsi relativement faible en Guyane, comparée à celle constatée en Guadeloupe (+2,5 %) ou en Martinique (+1,7 %), et est égale à l'évolution en métropole.

Energie

L'Observatoire régional de l'énergie et du développement durable de la Guyane (OREDD) a publié le bilan énergétique 2009 de la Guyane. Ce document dresse un état des lieux de la production et de la consommation d'énergie sur le territoire. Sur la période 2000-2009, le taux de croissance annuel moyen de la consommation d'énergie primaire a été de 5 %. La répartition par secteur de la consommation d'énergie primaire a également évolué entre ces deux années : la part de la consommation par le secteur « résidentiel » a augmenté de 5 points, de 16 % à 21 %, celle du secteur « professionnel » a augmenté de 4 points à 35%, et celle du secteur « transport » de 3 points à 39 %. Le secteur « Agriculture-pêche » a pour sa part fortement diminué sur la période et ne représente en 2009 que 4 % de la consommation d'énergie contre 16 % en 2000.

Population

Selon les derniers chiffres de l'Insee, la population légale en Guyane pour 2010 est de 229 040. Cela représente une augmentation annuelle moyenne de la population sur la période 1999-2010 de 3,5 %. Cette évolution varie selon les communes. Parmi les communes les plus dynamiques en terme de démographie se trouvent celles de Papaïchton (+10,24 %), Saint-Elie (+7,96 %), Maripasoula (+7,95 %), Montsinery-Tonnegrande (+7,15 %), Saint-Laurent-du-Maroni (+6,51 %), Saint-Georges (+6,14 %), ou encore Macouria (+6,04 %). Pour Cayenne, l'évolution moyenne de la population sur la période n'a été que de 0,92 % par an. En conséquence, le chef lieu du département ne représente plus qu'un quart de la population guyanaise en 2010, contre un tiers en 1999.

Par ailleurs, dans une autre étude publiée en parallèle, et basée également sur les données du recensement de la population, l'Insee met en avant la fécondité comme premier moteur de la croissance démographique. En effet, malgré le léger recul du nombre d'enfants par femme en âge de procréer (3,5 en moyenne pour 2009, contre 4 en 2000), le solde naturel continue de contribuer majoritairement à hauteur de 2,7 % à l'augmentation de la population (de 3,5 %), le reste provenant du solde migratoire.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑ Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Nov-2012 125,9	[0,1%]	[1,4%]	Insee	
		↑ Prix administré du litre d'essence	Jan-2013 1,71	[0,6%]	[6,2%]	Préfecture/Dieccte	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑ Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Nov-2012 19 409	3,8%	13,1%	Dieccte (CVS Dieccte)	
		↑ Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Sep-2012 8 164	0,4%	14,3%	Pôle Emploi	
		↓ Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Déc-2012 15 388	[-0,6%]	[-4,0%]	Caf	
	↑ Prestations nettes versées (1)	Déc-2012 9,6 M€	[14,2%]	[24,1%]			
		Cumul	97,8 M€	ns.			
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	CONSOMMATION	↓ Recettes d'octroi de mer	Sep-2012 10,0 M€	-16,2%	3,7%	Douanes	
		↑ Importations de biens de consommation (BC) (3)	Nov-2012 16,0 M€	0,3%	7,0%	Douanes	
		↓ Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Déc-2012 399	-4,7%	-21,5%	Somafi	
		Cumul	4 112		-9,1%		
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	INVESTISSEMENT	↓ Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Nov-2012 42,3 M€	-2,9%	14,8%	Douanes	
		↑ Ventes de véhicules utilitaires	Déc-2012 145	3,9%	-4,8%	Somafi	
		Cumul	1 198		1,9%		
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	COMMERCE EXTERIEUR	↓ Exportations (3)	Nov-2012 18,2 M€	-65,3%	36,6%	Douanes	
		↓ Importations (3) (4)	Nov-2012 136,2 M€	-13,4%	28,3%	Douanes	
		Cumul	203,4 M€		42,1%		
		Cumul	1 312,5 M€		7,6%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à fin Déc-2012 10 tirs (7 Ariane 5, 2 Soyouz, 1 Vega)		7 tirs à Déc-2011	Arianespace	
		Satellites lancés	Cumul à fin Déc-2012 18 satellites, et 1 ATV		13 satellites et 1 ATV		
	BTP	↓ Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Nov-2012 9 788 tonnes	-9,9%	1,3%	Ciments guyanais	
		Cumul	94 282 tonnes		15,7%		
	INDUSTRIE	↓ Exportations d'or en volume (3)	Nov-2012 134 kilos	-70,4%	-41,3%	Douanes	
			Cumul	1 612 kilos		29,9%	
		↓ Exportations d'or en valeur (3)	Nov-2012 5,5 M€	-70,5%	-36,9%	Douanes	
			Cumul	60,8 M€		45,3%	
		↑ Cours de l'once d'or	Nov-2012 1 743,19 \$	[7,2%]	[-2,3%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
		↑ Grumes sorties de forêt	Sep-2012 7 190 m3	89,7%	-42,1%	ONF	
	Cumul	29 090 m3		-20,1%			
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓ Exportations de crevettes (3)	Nov-2012 29 tonnes	-59,8%	-30,6%	Douanes		
		Cumul	357 tonnes		-52,3%		
	↑ Exportations de poissons (3)	Nov-2012 279 tonnes	21,0%	45,8%	Douanes		
	Cumul	1 472 tonnes		-11,4%			
	Exportations de riz (2) (3)	Nov-2012 90 tonnes	ns.	ns.	Douanes		
	Cumul	90 tonnes		ns.			
TOURISME	↑ Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Aou-2012 53 504	1,1%	3,9%	CCIRG		
		Cumul	289 827		-4,1%		
	↓ Nombre de nuitées	Sep-2012 30 000	-0,4%	3,3%	Insee		
		Cumul	245 000		0,4%		

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

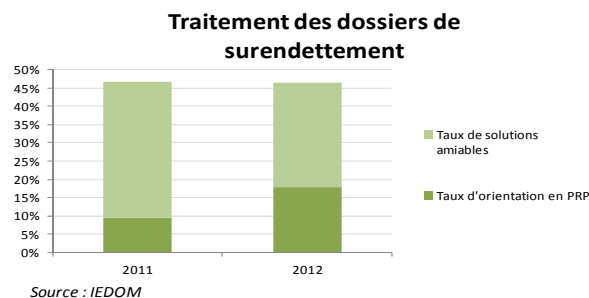
(3) Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Surendettement : diminution du nombre de dossiers déposés en 2012

Le nombre de dossiers de surendettement déposés en Martinique est passé de 552 en 2011 à 512 en 2012, soit un recul de 7,2%. Le taux d'orientation en procédure de rétablissement personnel a presque doublé puisque 17,6% des dossiers ont été réorientés vers une PRP en 2012 contre 9,4% en 2011. Parallèlement, le taux de solutions amiables est passé de 37,3% à 28,7%. Le taux de redépôt de dossiers a pour sa part été divisé par plus de 2 entre 2011 et 2012.



Vulnérabilité des entreprises : augmentation du nombre de personnes morales en interdiction bancaire, mais diminution du nombre d'incidents de paiement sur effets

La hausse du nombre de personnes morales en interdiction bancaire (+6,2 % en un an à fin décembre 2012) semble indiquer une augmentation de la vulnérabilité des entreprises. Cette situation corrobore les déclarations des chefs d'entreprise constatant, à plusieurs reprises au cours des enquêtes de conjoncture économique réalisées par l'IEDOM en 2012, la dégradation de leur trésorerie. Cependant, les incidents de paiement sur effet ont quant à eux reculé tant en nombre (-8,0%) qu'en montant (-8,6 %) en 2012 par rapport à 2011.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

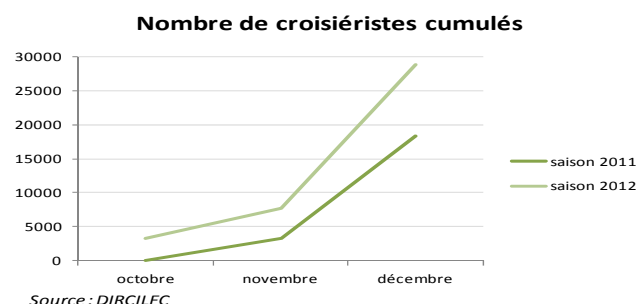
Etude AFD-INSEE-Région Guadeloupe : « L'innovation aux Antilles »

L'étude « L'innovation aux Antilles », réalisée dans le cadre d'un partenariat AFD-INSEE-Région Guadeloupe et parue dans le numéro de décembre d'Antianéchos, montre que la moitié des entreprises de 10 à 250 salariés a innové entre 2008 et 2010 aux Antilles comme en métropole. Cependant, les entreprises antillaises se démarquent par leur propension à innover davantage au niveau de l'organisation qu'au niveau technologique. Cette situation s'explique par l'importance des coûts de l'innovation technologique, un manque de moyens financiers et une faible présence du secteur de la recherche et développement dans la région. L'article évoque également l'existence d'un système d'accompagnement à l'innovation plus développé en Martinique qu'en Guadeloupe, qui pourrait expliquer un taux d'entreprises innovantes à la Martinique légèrement supérieur. A la Martinique, l'industrie manufacturière constitue le secteur d'activité le plus innovant tandis qu'à la Guadeloupe le secteur des services intellectuels est le mieux positionné.

La publication est disponible sur le site de l'INSEE : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=23&ref_id=19324

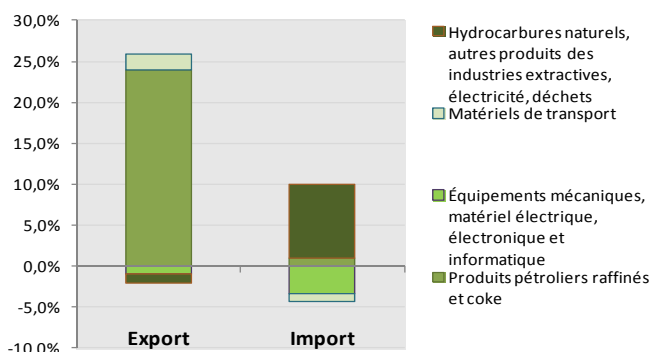
Tourisme : début de saison encourageant pour la croisière

L'accueil de croisiéristes en Martinique connaît un début de saison encourageant avec une croissance de 57% du nombre de passagers pour la période octobre-décembre en 2012 par rapport à l'année précédente. Ce chiffre s'explique notamment par un début de saison plus précoce (la saison 2011-2012 n'ayant débuté véritablement qu'en novembre) et un nombre moyen de passagers par embarcation plus élevé. Le nombre de navires en circulation au cours de la période n'a pour sa part que faiblement contribué à cette hausse.



Commerce extérieur : performances très liées à l'activité de la SARA

Contribution par postes aux variations des échanges cumulés entre janvier et novembre



Le commerce extérieur était favorablement orienté fin novembre avec une croissance de 24 % des exportations totales cumulées (356,9 millions d'euros) depuis le début de l'année par rapport à 2011, les importations (2 519,1 millions d'euros) s'inscrivant en modeste hausse de 2,4 % sur la même période. La croissance des exportations comme des importations s'explique principalement par un accroissement de l'activité de la SARA dont les capacités de raffinage étaient sensiblement réduites en 2011 en raison d'arrêts techniques.

Hors produits pétroliers, les exportations martiniquaises, principalement tirées par la vente de matériels de transport, ont connu une hausse de 3,0 % par rapport à l'année précédente. Les importations ont pour leur part diminué de 5,3% principalement du fait d'une baisse importante, de 19,8 %, des importations d'équipements mécaniques, de matériel électrique, électronique et informatique.

Visite ministérielle : déplacement du ministre délégué à la formation professionnelle et à l'apprentissage en Martinique

Thierry Repentin, ministre délégué à la formation professionnelle et à l'apprentissage, s'est rendu en Martinique du 9 au 10 janvier dernier. A cette occasion, il s'est félicité du succès des emplois d'avenir dans le secteur non marchand, soulignant le volontarisme de la Région qui finance ce dispositif aux côtés de l'Etat. Il a rappelé que, dans un contexte de chômage massif chez les jeunes, ces contrats profitent depuis novembre à une trentaine de jeunes embauchés dans quatre mairies de l'île.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Rapport CEPALC : contraction du PIB des Etats de la Caraïbe orientale

Le rapport « Preliminary overview of the economies of Latin America and the Caribbean » de la CEPALC souligne que les économies de l'Union monétaire de la Caraïbe orientale ont connu une contraction de leur PIB en 2012. Après une croissance estimée de 0,8% et des signes de reprise de l'activité en 2011, la récession pourrait atteindre -2,6% en 2012 d'après les estimations de la commission. Les performances encourageantes enregistrées au premier semestre dans les secteurs du tourisme, de l'industrie manufacturière et de l'agriculture, n'ont en effet pu compenser le déclin de la construction, du commerce de détail, de la grande distribution et des services financiers. Le document met en avant l'impact récessif des politiques de consolidation fiscale, de la crise européenne des dettes souveraines et du ralentissement économique aux Etats-Unis.

La publication est disponible en anglais sur le site de la CEPALC : <http://www.eclac.org>

Coopération régionale : demande d'autonomisation de la représentation martiniquaise au sein de l'Association des Etats Caribéens (AEC)

Le 12 décembre dernier, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a approuvé par courrier la démarche d'adhésion de la Martinique à l'Association des Etats de la Caraïbe en tant que membre associé, donnant ainsi suite à la demande adressée par Serge Letchimy en qualité de président de Région. En effet, la Martinique ne dispose actuellement pas d'une représentation propre au sein de cette organisation mais y participe au travers de la représentation française qui agit au nom des cinq territoires ultramarins de la région (la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, Saint-Barthélemy et Saint-Martin). Ce processus devrait aboutir à la renégociation de la convention entre la France et l'AEC signée en 1996.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- novembre 2012	128,1	0,1 %	+1,7 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- novembre 2012	44 259	+0,2 %	+4,1 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- novembre 2012	22 059	+1,2 %	+7,1 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2012	39 393	+2,9 %	+2,6 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- novembre 2012	264,9	ns	+14,1 %
	Exportations (millions d'euros)	- novembre 2012	22,2	ns	-12,4 %
	Taux de couverture mensuel		8,4 %		-2,5 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- octobre 2012	43,3	-0,8 %	+4,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- octobre 2012	439,2		+5,9 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2012	17 426	-0,8 %	-0,9 %
	Retraits de cartes bancaires (flux)	- décembre 2012	369	-10,0 %	-39,8 %

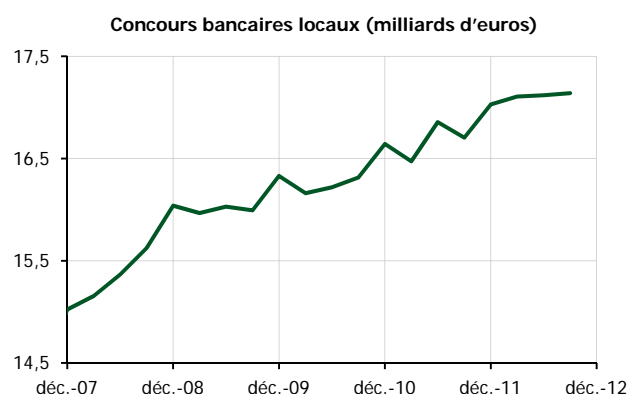
INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2012	88 857	-49,6 %	-3,4 %
		- cumul annuel	1 227 346		-1,9 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- novembre 2012	21 066	ns	+40,0 %
		- cumul annuel	89 831	-	ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- novembre 2012	16 292	-2,6 %	+6,2 %
		- cumul annuel	171 797		-7,0 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- décembre 2012	2049	+100,5 %	-13,1 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- décembre 2012	283	+103,6 %	-25,9 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		13 409	-	-11,8 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'activité du système bancaire reste heurtée depuis début 2012

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais progressent de 1,7 % entre juin et septembre 2012 (+ 4,3 % en glissement annuel), après une baisse de 0,8 % au 2^e trimestre.

Les différents types d'actifs financiers s'inscrivent en hausse. Les dépôts à vue s'accroissent de 2,5 %, bénéficiant notamment de la forte reprise des dépôts à vue détenus par les entreprises (+ 5,1 %). Les placements liquides augmentent également, mais de manière plus limitée (+ 0,8 %). Après un deuxième trimestre morose (- 0,8 %), l'épargne à long terme s'inscrit en hausse de 1,7 %. Néanmoins, une majorité de type de placements d'épargne à long terme est orientée en légère baisse, et seules les obligations en portefeuille, les OPCVM non monétaires et l'assurance-vie progressent.



Source : Iedom

Le « suivi de la conjoncture financière et bancaire au troisième trimestre 2011 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

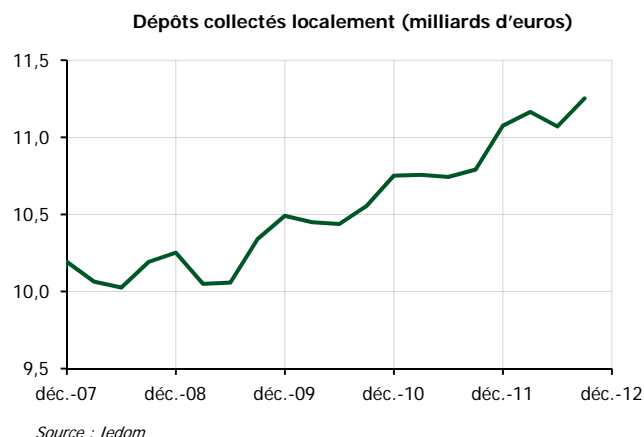
Peu d'emplois touristiques mais un potentiel à développer

Au 1^{er} janvier 2011, les activités liées au tourisme emploient 6 750 salariés à La Réunion. La chute d'activité de 2006, provoquée par la crise sanitaire du chikungunya, semble aujourd'hui surmontée : le secteur emploie 550 personnes de plus qu'avant la crise. Néanmoins, le poids de l'emploi touristique reste à un niveau faible au regard des autres régions françaises. Avec 3,2 % de l'emploi salarié total, l'île se classe parmi les dernières régions françaises, se situant en-dessous de la moyenne métropolitaine (4,8 %), loin derrière la Corse qui est en première position avec 12,6 %. Pourtant, La Réunion dispose d'un potentiel touristique important, et ce secteur est perçu comme porteur pour le développement économique de l'île.

Avec 1 830 salariés en 2011, l'hébergement est le premier employeur du tourisme. toutefois, la création de 320 emplois dans ce secteur en cinq ans n'a pas comblé les pertes enregistrées, suite à la crise sanitaire de 2006 (500 emplois perdus). Les loisirs touristiques occupent 1 590 salariés et représentent ainsi près d'un quart de l'emploi touristique. Le nombre de salariés touristiques a régulièrement augmenté et le secteur compte 270 emplois de plus que début 2006. A l'inverse, l'emploi touristique dans la restauration n'a que peu augmenté depuis 2006 (+ 110 emplois).

L'Ouest est la région la mieux dotée en emplois touristiques. Début 2011, quatre salariés du tourisme sur dix y travaillent, bien qu'elle ait perdu 490 emplois en 2006 dont 360 dans l'hôtellerie.

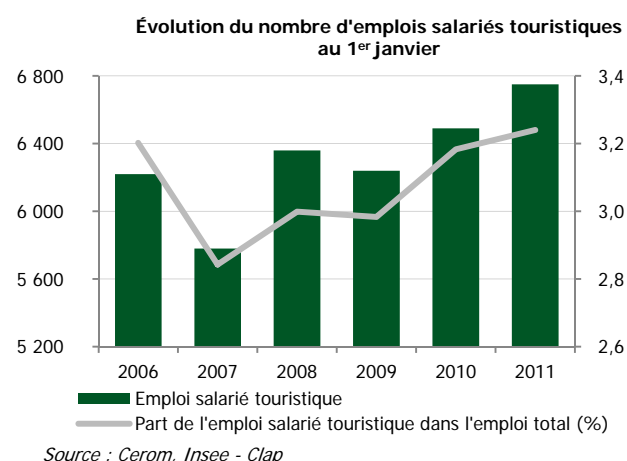
L'étude est disponible sur le [site de CEROM](#).



Source : Iedom

L'encours brut total des concours bancaires consentis par les établissements de crédit installés localement s'établit à 17,1 milliards d'euros à fin septembre 2012, en très faible hausse sur le trimestre (+ 0,1 %). Sur un an, ils s'accroissent de 2,6 %.

Le 3^e trimestre 2012 enregistre une très faible progression des financements consentis aux ménages, ainsi qu'aux collectivités publiques locales. A l'inverse, l'ensemble des types de financement aux entreprises s'établissent en recul. Les crédits d'investissement aux entreprises et les crédits d'exploitation diminuent ainsi, respectivement, de 0,7 % et de 0,6 %. Seuls les financements immobiliers aux entreprises progressent légèrement (+ 0,4 %).



Source : Cerom, Insee - Clap

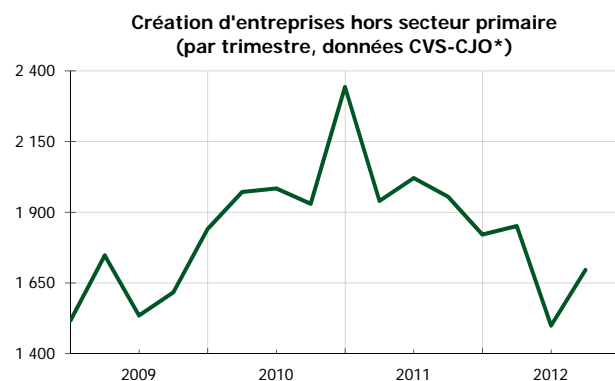
BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Novembre 2012	128,7	+ 0,6 %	+ 1,1 %
	IPC France entière		126,4	- 0,2 %	+ 1,4 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Novembre 2012	29 416	- 5,4 %	+ 3,4 %
	En cumul (milliers d'euros)		269 576	-	+ 1,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	Octobre 2012	3 860,0	-	- 2,1 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		242,9	-	+ 4,8 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Novembre 2012	131 020	+ 1,2 %	+ 8,6 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Novembre 2012	161 667	- 14,7 %	- 8,6 %
	Cumul 2012	cumul Nov.	1 889 433	-	- 4,3 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Septembre 2012	58 400	- 10,8 %	- 4,6 %
	Cumul 2012	cumul Sept.	578 800	-	+ 0,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Octobre 2012	4 582	-	+ 32,1 %
	Cumul 2012 (milliers d'euros)	cumul Oct.	22 272	-	+ 23,8 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Octobre 2012	64,9	-	+ 5,5 %
	Cumul 2012 (milliers de tonnes)	cumul Oct.	287,4	-	+ 4,0 %
	Effectifs salariés du BTP	Novembre 2012	16 876	- 2,0 %	- 4,6 %

Reprise des créations au 3^e trimestre 2012 après la chute du 2^e trimestre

* Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
Source : Insee

Après une chute de 19 % au 2^e trimestre 2012, les créations d'entreprises repartent à la hausse au 3^e trimestre, avec une progression de 13 % par rapport au trimestre précédent. L'industrie, la construction et les « autres services » portent cette croissance.

La part des créations sous le régime de l'auto-entreprise atteint son plus haut niveau, depuis la mise en place du dispositif à La Réunion. Au 3^e trimestre 2012, 38 % des entreprises créées sont des auto-entreprises.

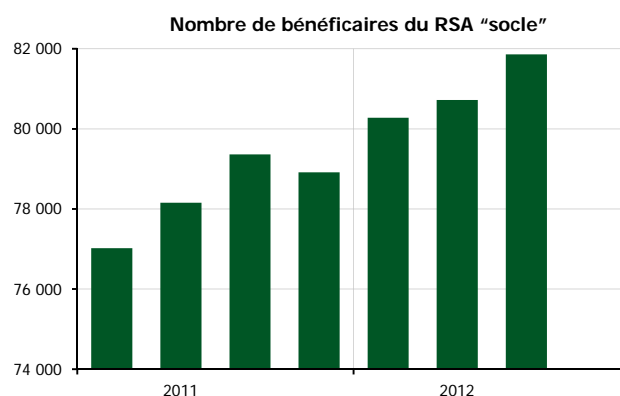
Sur un an, le nombre de créations diminue de 15 %. La création recule dans tous les secteurs, particulièrement dans l'industrie (- 66 %), en raison de la révision des dispositifs concernant la production d'électricité photovoltaïque.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).

Hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle" au 3^e trimestre 2012

Le nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle"), qui remplace le RMI et l'allocation parent isolé depuis le 1^{er} janvier 2011, s'inscrit en hausse de 1,4 % à fin septembre 2012 par rapport à fin juin 2012 (+ 3,2 % sur un an). Cette augmentation touche principalement les personnes de plus de 50 ans, dont le nombre progresse de 3,4 %.

La Caisse d'allocation familiale a octroyé 129,7 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA ("socle" et "activité") au cours du 3^e trimestre 2012, soit une hausse de 7,2 %. Parallèlement, le nombre de bénéficiaires s'est accru de 0,9 %.



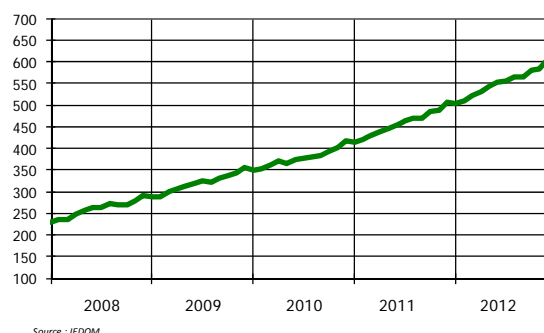
Source : CAF

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

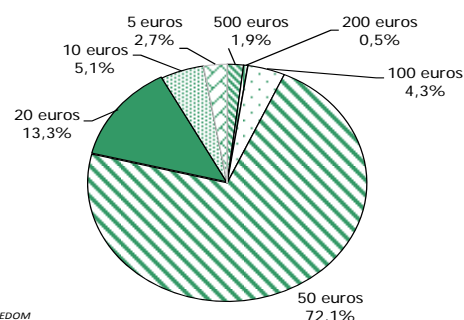
Les émissions nettes

A fin décembre 2012, les émissions nettes de billets progressent de 22,9 millions d'euros sur le mois (soit +3,9 % après +0,5 % le mois précédent). Elles franchissent le seuil des 600 millions d'euros cumulés depuis la mise en circulation de la monnaie unique il y a 11 ans, pour s'établir à 607 millions d'euros. La progression des émissions nettes de billets en nombre est encore plus marquée : +5,7 %, après -0,1 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'IEDOM de Mayotte atteint ainsi 11,2 millions au 31 décembre 2012 dont plus de 72 % sont constitués par la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué plus dynamiquement en nombre qu'en montant au cours du mois, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île se déprécie de 93 centimes et s'établit à 54,2 € au 31 décembre 2012.

Emissions nettes cumulées de billet au 31 décembre 2012
En millions d'euros



Répartition des billets en nombre au 31 décembre 2012



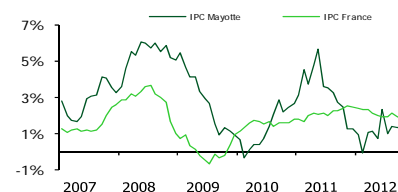
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Légère hausse des prix en octobre et novembre 2012

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,2% en octobre et 0,3% en novembre. Ces deux légères hausses consécutives sont principalement imputables à l'accroissement des prix des produits alimentaires et boissons (+ 1,4% en octobre et +1,1% en novembre). Les prix de l'énergie sont restés stables malgré l'augmentation de 1€ (à 27 €) du prix de la bouteille de gaz (+4%). Les prix des produits manufacturés ont reculé (-0,3% et -0,5%). Enfin, les prix des services ont fluctué sur la période, -0,4% en octobre puis +0,4% en novembre.

Sur un an, la hausse des prix a atteint +1,4% en octobre et +2,8% en novembre. Cette dernière et forte évolution s'explique par la baisse des prix qui avait accompagné, en novembre 2011, la réouverture des commerces à la fin du conflit social.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Revalorisation des minima sociaux et de certaines prestations dans un climat social moins crispé

Le Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) a été revalorisé le 1^{er} janvier 2013 par arrêté préfectoral et après avis de la commission consultative du travail. Il passe de 6,83 € à 6,96 € par heure, soit une augmentation de 1,90%. Cette évolution s'inscrit dans le cadre de la décision du gouvernement prise en décembre 2011 d'aligner, en trois ans, le SMIG net mensuel mahorais et le Salaire minimum de croissance (SMIC) métropolitain qui vient d'être majoré le 1^{er} janvier dernier de 0,3% pour être porté à 9,43 € par heure.

Le 1^{er} janvier 2013, deux prestations ont été revalorisées. Le Revenu de solidarité active (RSA) a été augmenté de 52,3%. Ce relèvement, exceptionnel par rapport à celui de 5,7% initialement prévu, fait suite à l'annonce du Premier ministre, Jean-Marc AYRAULT, d'accélérer le calendrier de rattrapage des prestations sociales à Mayotte. Le montant forfaitaire, qui s'établit dorénavant à 181,22 € pour une personne seule, devrait à nouveau être revalorisé en début d'année 2014 pour atteindre 50% du montant national. Par ailleurs, la Prestation d'aide à la restauration scolaire (PARS) a également été élevée au taux de droit commun, passant de 1,26 € à 1,89 €, soit au même niveau que dans les autres départements d'Outre-mer.

D'autre part, le ministre des Outre-mer, Victorin LUREL, a signé un décret permettant aux allocataires mahorais du RSA de bénéficier pour la première fois de la prime de Noël, soit 38,11 € par enfant.

Enfin, un protocole de sortie de crise a été signé le 10 décembre 2012 par le personnel et la direction de la Caisse de sécurité sociale de Mayotte (CSSM). Il permet de mettre fin à un conflit social qui se sera prolongé pendant treize semaines.

Mission d'étude et de propositions sur l'immigration irrégulière à Mayotte : présentation du rapport CHRISTNACHT

Le lundi 17 décembre 2012, le ministre des Outre-mer, Victorin LUREL, a convié les sénateurs Thani MOHAMED SOILIH et Abdourahmane SOILIH, le député Ibrahim ABOUBACAR, le président du Conseil Général Daniel ZAIDANI et le préfet de Mayotte Thomas DEGOS à la présentation du rapport CHRISTNACHT. Ce dernier avait effectué une mission à Mayotte du 28 août au 3 septembre 2012 afin de formuler des recommandations en vue de mieux prévenir et contrôler les flux de population dans le respect des droits et de la dignité des personnes. Devant le ministre et les élus, Alain CHRISTNACHT a détaillé les recommandations de son rapport pour lutter contre ce phénomène tout en favorisant le développement des échanges entre Mayotte et son environnement régional, notamment, l'Union des Comores. Parmi les principales orientations préconisées et relevées figurent :

- le renforcement des moyens juridiques et matériels pour lutter contre l'immigration irrégulière,
- l'inscription de la prévention et la lutte contre l'immigration irrégulière dans la perspective souhaitée d'une évolution des relations avec l'Union des Comores,
- l'évaluation de l'impact de la hausse de la population en âge d'être scolarisée sur le besoin de constructions scolaires et le budget du centre hospitalier,
- la meilleure prise en charge sociale des demandeurs d'asile et des personnes en situation irrégulière à Mayotte, spécialement les mineurs.

Prêts de l'AFD pour la santé, les infrastructures scolaires et sportives et l'immobilier

L'Agence française de développement (AFD) a signé le 3 décembre 2012 une convention de prêt de 14 millions d'euros avec le Centre hospitalier de Mayotte (CHM). Ce prêt contribuera au financement du programme d'investissement 2012-2013 de l'établissement qui comprend, notamment, l'extension et la rénovation de la maternité et l'aménagement d'un nouveau dispensaire. Par ailleurs, l'AFD et le Syndicat mixte d'investissement pour l'aménagement de Mayotte (SMIAM) ont signé une convention de crédit le 14 décembre pour un montant de 2 millions d'euros pour financer des infrastructures et équipements scolaires et sportifs. Enfin, l'AFD a également octroyé un prêt de 3,35 millions d'euros pour la construction du siège de la Société immobilière de Mayotte (SIM) dont elle est actionnaire.

XL Airways débute sa liaison Marseille-Dzaoudzi-Saint-Denis tandis qu'Air Austral et Corsair Fly réduisent leurs activités

La compagnie « XL Airways » a débuté le 10 décembre 2012 sa liaison Marseille-Dzaoudzi-Saint-Denis de La Réunion proposant ainsi une solution supplémentaire entre la Métropole et Mayotte. Dans le même temps, les compagnies « Air Austral » et « Corsair Fly » ont annoncé une réduction de leur activité sur Mayotte au cours de certaines périodes. Entre le 1^{er} et le 14 février 2013, « Air Austral » ne conservera qu'une seule de ses rotations hebdomadaires vers la Métropole en Boeing B777, la liaison quotidienne entre Mayotte et La Réunion continuant d'être assurée. « Corsair Fly » supprimera ses vols entre Mayotte et Paris via Madagascar entre février et avril, puis du 15 au 31 mai 2013.

Parution des Tendances économiques et financières pour le troisième trimestre 2012

Les Tendances économiques et financières de Mayotte pour le troisième trimestre 2012 viennent de paraître. Ces publications, qui présentent, sur la base d'une enquête de conjoncture, l'évolution de l'activité économique, bancaire et financière de l'île, sont disponibles en téléchargement gratuit sur le site de l'[IEDOM](#).

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	nov.-12	116,8	0,3%	2,8%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	sept.-12	7 469	-10,3%	-28,9%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles sept.-12	22 464	-19,7%	-23,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées sept.-12	232 367	10,7%	-8,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles sept.-12	614	-22,6%	95,1%
		cumulées sept.-12	5 957	11,5%	10,2%
	Taux de couverture	mensuel sept.-12	2,73%	-0,10 pt	1,66 pt
	cumulé sept.-12	2,56%	0,02 pt	0,42 pt	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels nov.-12	216	-41,8%	-31,2%
		cumulés nov.-12	4 269	-	-15,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels nov.-12	15 198	-35,0%	-2,6%
		cumulés nov.-12	242 262	-	-6,8%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels nov.-12	27,1	152,4%	-31,9%
	(départs)	cumulés nov.-12	338,3	-	-64,8%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles sept.-12	8 282	-18,8%	107,2%
		cumulées sept.-12	60 874	-	6,5%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	sept.-12	39 120	0,5%	3,5%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée sept.-12	181 772	-	0,0%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle sept.-12	8 800	-2,6%	-3,5%
		cumulée sept.-12	83 126	-	1,4%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuelles sept.-12	14,7	-27,7%	-
		cumulées sept.-12	46,4	-	40,1%
	- en milliers euros	mensuelles sept.-12	107,1	-25,1%	-
		cumulées sept.-12	333,0	-	63,2%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,75%	date d'effet	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal		1,50%		11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt		0,00%		11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

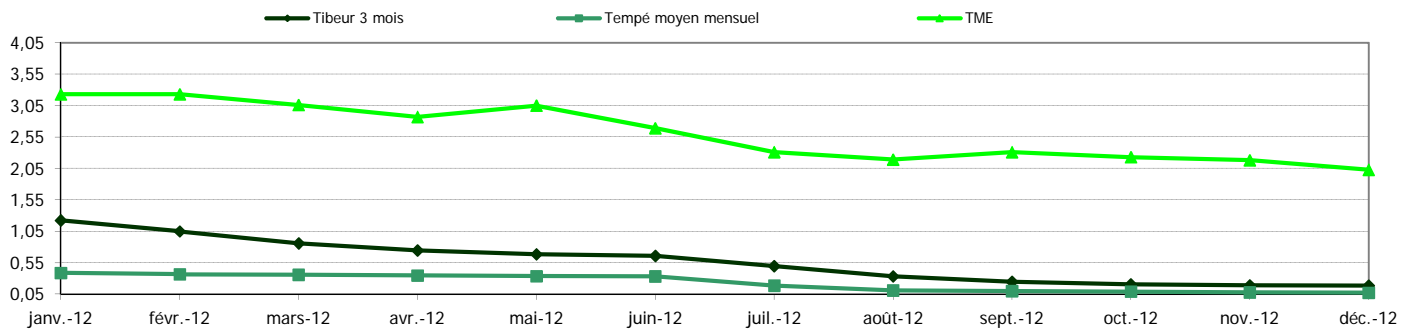
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Décembre 2012)				
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,1003%	0,0909%	0,0786%	0,0723%	0,1110%	0,1860%	0,3240%	0,5490%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
2,31%	2,23%	2,18%	2,03%	2,51%	2,43%	2,38%	2,23%	

Taux de l'usure (applicable au premier trimestre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,24%
Prêts à taux fixe	5,72%		
Prêts à taux variable	5,37%		
Prêts-relais	5,79%		
Autres prêts			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,89%	Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	18,95%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,49%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	15,55%		
		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
		Découverts en compte (1)	13,32%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

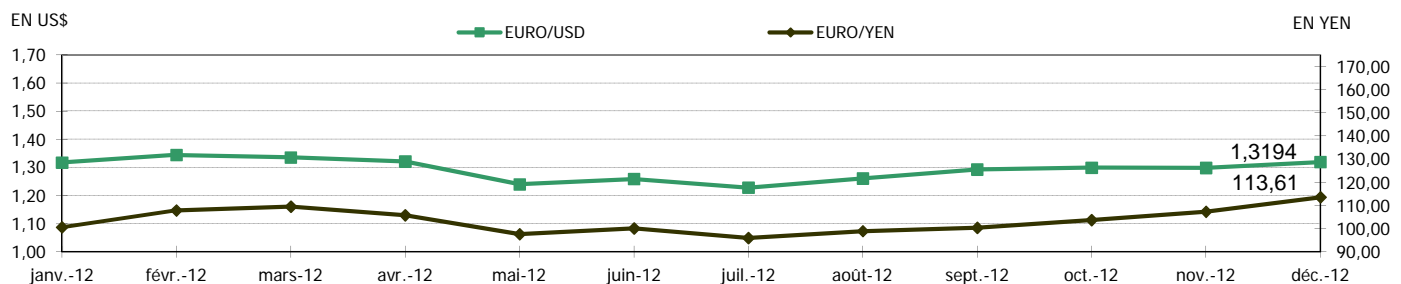
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3194	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,1727	EURO/SRD (Surinam)	4,35340
EURO/JPY (Japon)	113,6100	EURO/BWP (Botswana)	10,27020	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,36140
EURO/CAD (Canada)	1,3137	EURO/SCR (Seychelles)	17,3178	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,6625
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,81610	EURO/MUR (Maurice)	40,3017	EURO/BBB (La Barbade)	2,63840
EURO/SGD (Singapour)	1,6111	EURO/BRL (Brésil)	2,7036	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,47000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2260	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,66560	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3038,1180	EURO/XCD (Dominique)	3,5618	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 23 janvier 2013 - Dépôt légal : janvier 2013 - ISSN 1284-4438